

A S S E M B L É E      N A T I O N A L E

X V <sup>e</sup>      L É G I S L A T U R E

# Compte rendu

## Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire

– communication de M. Laurent SAINT-MARTIN, rapporteur  
général, sur la contribution des politiques publiques à  
l'évolution du revenu des ménages depuis 2017..... 2

Mercredi  
19 mai 2021  
Séance de 10 heures 30

Compte rendu n° 74

SESSION ORDINAIRE DE 2020-2021

Présidence de

M. Éric Woerth,  
*Président*



*La commission entend une communication de M. Laurent Saint-Martin, rapporteur général, sur la contribution des politiques publiques à l'évolution du revenu des ménages depuis 2017*

La vidéo de cette réunion est disponible sur le site de l'Assemblée nationale.

Les documents suivants ont été distribués lors de la réunion.

\*

\*       \*

# Communication sur l'évolution du revenu des ménages depuis 2017

Réunion de la commission des finances, 19 mai 2020

Laurent Saint-Martin, Rapporteur général



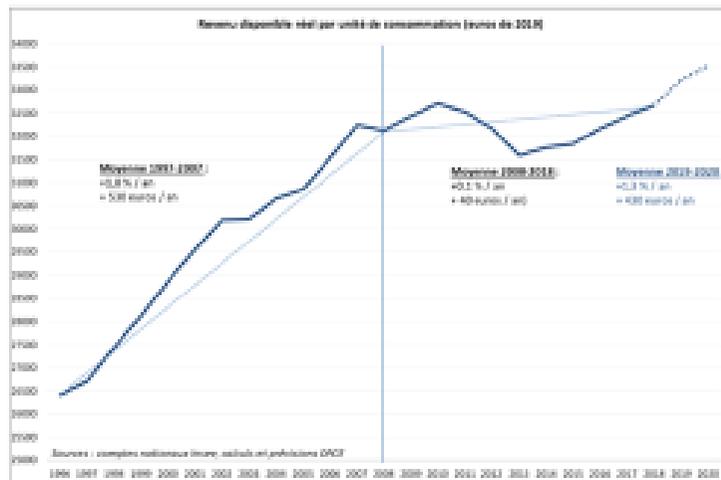
## Introduction

- Les conclusions présentées se fondent sur plusieurs **bilans redistributifs**, méthode développée depuis plusieurs années et dont les techniques s'affinent. Elle permet de répartir les effets des réformes par niveau de revenu. Un important travail de standardisation des périmètres, des données et des simulations est en cours.
- Les études mobilisées viennent de l'administration (Direction générale du Trésor, Insee, France Stratégie) mais également de différents instituts (OFCE, IPP, Ifrap). **Certains n'hésitent pas à se montrer critiques à l'égard de l'action de la majorité.**
- Des conclusions à prendre avec précaution, car toutes les études ne portent pas sur le même champ de réformes et les données disponibles proviennent parfois de sources différentes. Certaines données sont exhaustives alors que d'autres reposent sur des échantillons représentatifs, ce qui implique des choix méthodologiques.
- C'est avant tout la confrontation de leurs différentes conclusions qui permet de reconnaître les points de convergence, utiles pour tirer les conclusions présentées aujourd'hui.

## Introduction

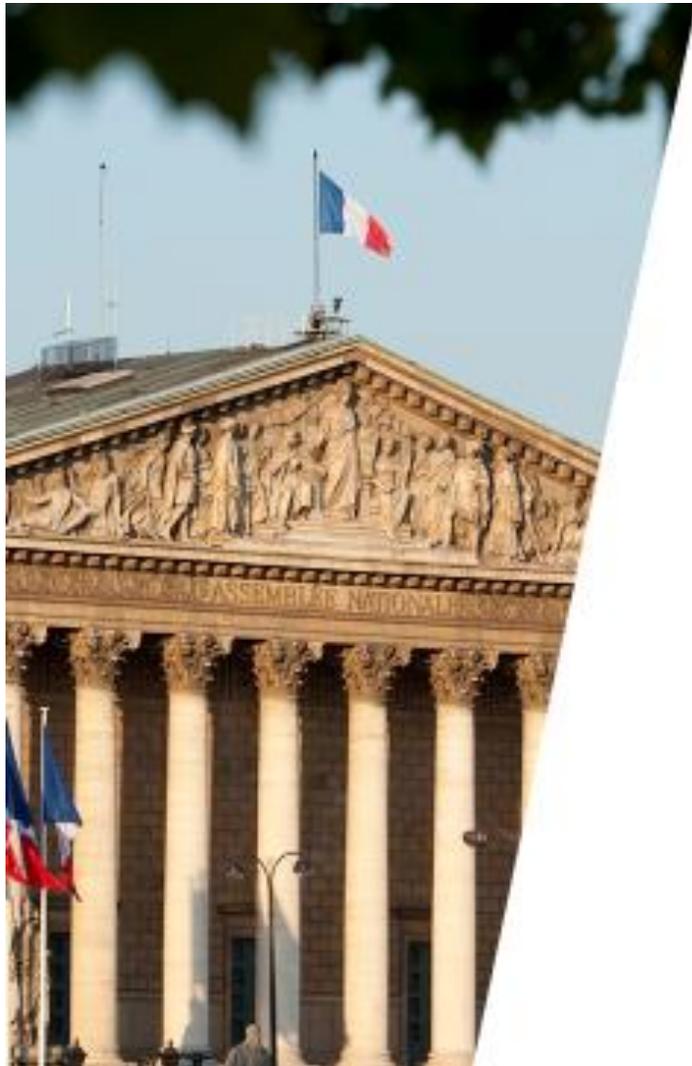
**Avant la crise, la hausse du niveau de vie des ménages français s'accélère.**

Évolution du niveau de vie des ménages



Source : OFCE.

- Depuis 2019, la hausse du niveau de vie des Français s'accélère. Il progresse de +1,3 % en 2019 et 2020, la moitié environ (0,6 %) étant liée aux réformes mises en œuvre.
- Cela représente un gain de 185 euros par an en moyenne pour les Français grâce aux réformes mises en œuvre.
- Cette évolution marque une rupture par rapport à la décennie précédente (+0,1 % par an en moyenne sur la période 2008-2018), marquée par un point bas en 2013.
- Après avoir rattrapé en 2018 le niveau atteint en 2011, la hausse niveau de vie accélère pour s'approcher de la moyenne de la décennie 1997-2007 (+1,8 % par an).



## Sommaire

### **I. Mieux rémunérer le travail : une priorité absolue, des mesures fortes et concrètes**

A. Depuis 2017, le pouvoir d'achat des français progresse résolument car le travail est mieux rémunéré

B. L'allègement de la fiscalité du patrimoine doit provoquer une nouvelle dynamique de l'investissement dans les entreprises

### **II. Face à la crise, l'Etat doit éviter le décrochage des plus modestes**

A. Malgré le choc, le revenu des français a été préservé

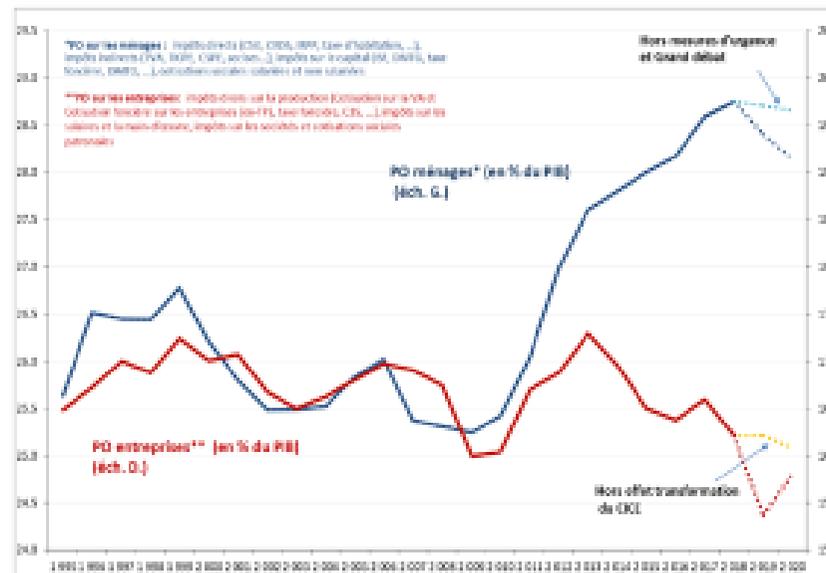
B. Les ménages les plus modestes ont été très touchés par la crise

# I. Mieux rémunérer le travail : une priorité absolue, des mesures fortes et concrètes

# A. Depuis 2017, le pouvoir d'achat des français progresse résolument car le travail est mieux rémunéré

## Les ménages de classe moyenne, principaux bénéficiaires des réformes

Évolution du taux de prélèvements obligatoires sur les ménages et les entreprises



Source : OFCE.

## A. Depuis 2017, le pouvoir d'achat des français progresse résolument car le travail est mieux rémunéré

### L'inversion de la courbe des impôts sur les ménages

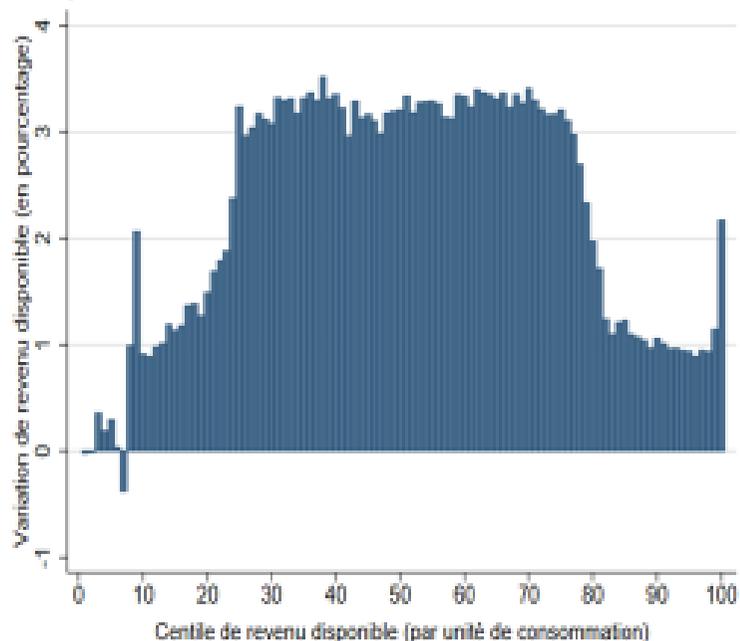
À partir de 2018, la part des prélèvements obligatoires pesant sur les ménages a commencé à décroître.

- La majorité est parvenue à renverser la tendance observée depuis la crise financière de 2008.
- Les prélèvements sur les entreprises ont, dans le même temps, été contenus.

	2007-2012	2013-2017	2018-2020
PO sur les ménages	+ 1,8	+ 1,8	- 0,8
PO sur les entreprises	0	- 0,7	- 0,3

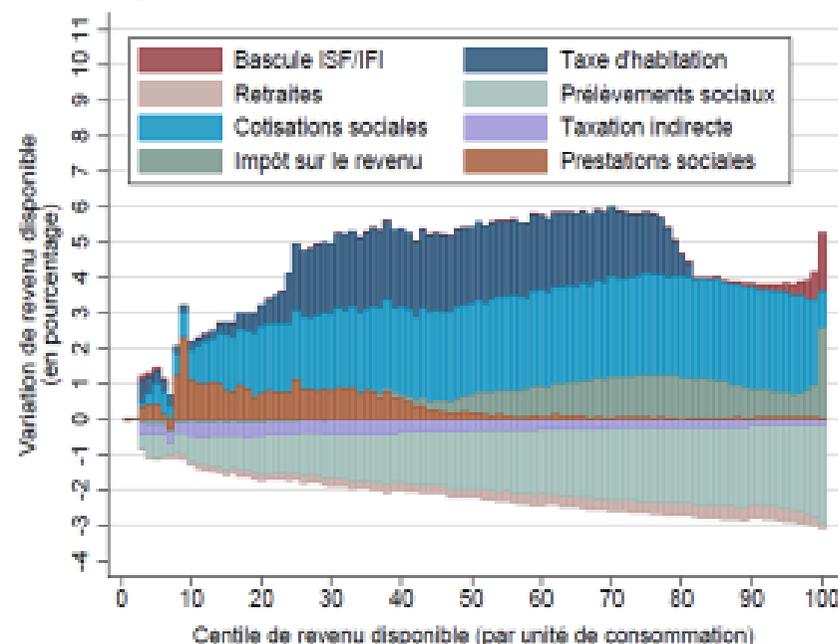
## A. Depuis 2017, le pouvoir d'achat des français progresse résolument car le travail est mieux rémunéré

Impact net des réformes selon le niveau de revenu



Source : IPP.

Impact des réformes selon le niveau de revenu



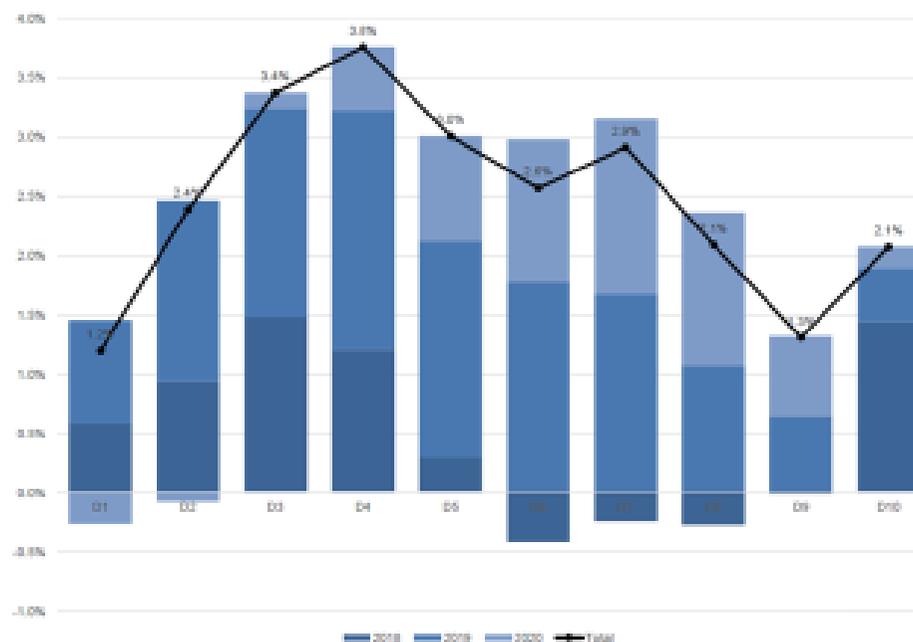
Source : IPP.

## A. Depuis 2017, le pouvoir d'achat des français progresse résolument car le travail est mieux rémunéré

- L'impact de la bascule entre CICE et cotisations sociale est réparti de façon plutôt égale.
- La suppression de la taxe d'habitation, un levier déterminant pour augmenter le revenu des ménages de classe moyenne.
- Des mesures ciblées pour les ménages modestes, avec les revalorisations de la prime d'activité, de l'AAH et de l'ASPA.
- La hausse de la CSG pour les retraites supérieures à 2 000 euros, qui touche les ménages les plus aisés, a un impact redistributif important

## A. Depuis 2017, le pouvoir d'achat des français progresse résolument car le travail est mieux rémunéré

Evaluation de l'impact des réformes selon le niveau de revenu

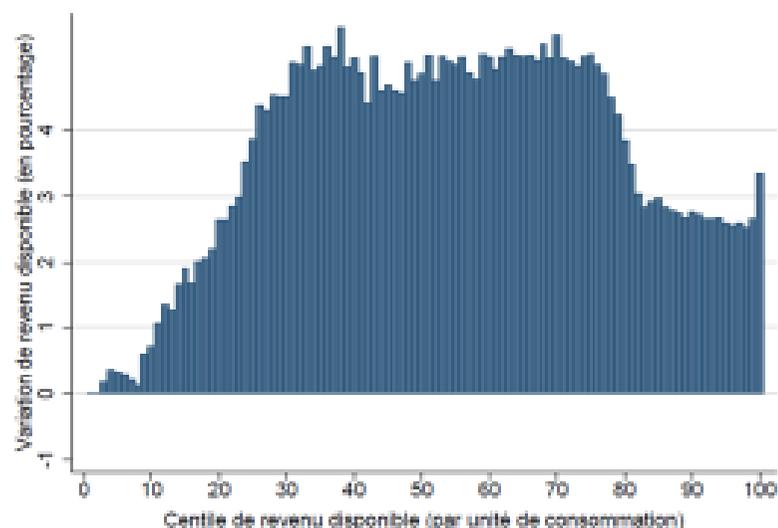


Source : OFCE.

## A. Depuis 2017, le pouvoir d'achat des français progresse résolument car le travail est mieux rémunéré

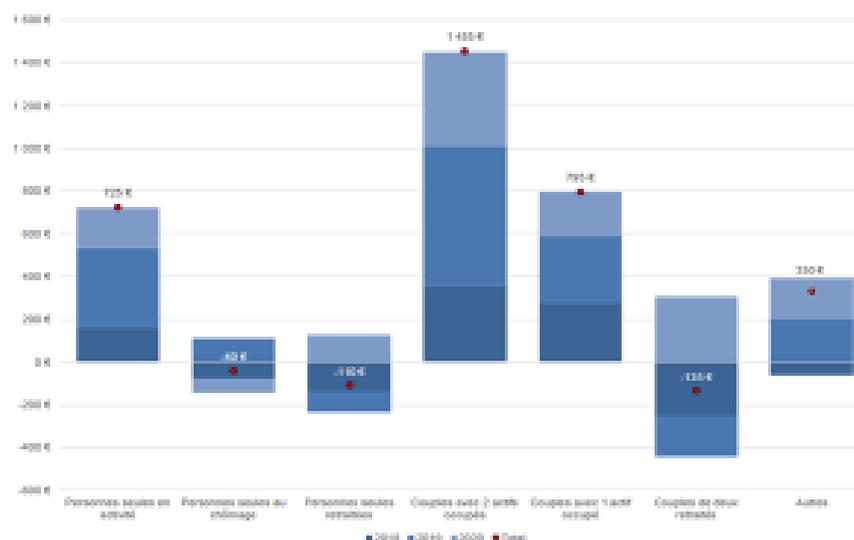
- Quelle que soit la composition du ménage, les actifs connaissent les plus forts gains en pouvoir d'achat.

Effet redistributif sur les actifs occupés



Source : IPP.

Répartition des gains selon le statut d'activité



Source : OFCE.

## A. Depuis 2017, le pouvoir d'achat des français progresse résolument car le travail est mieux rémunéré

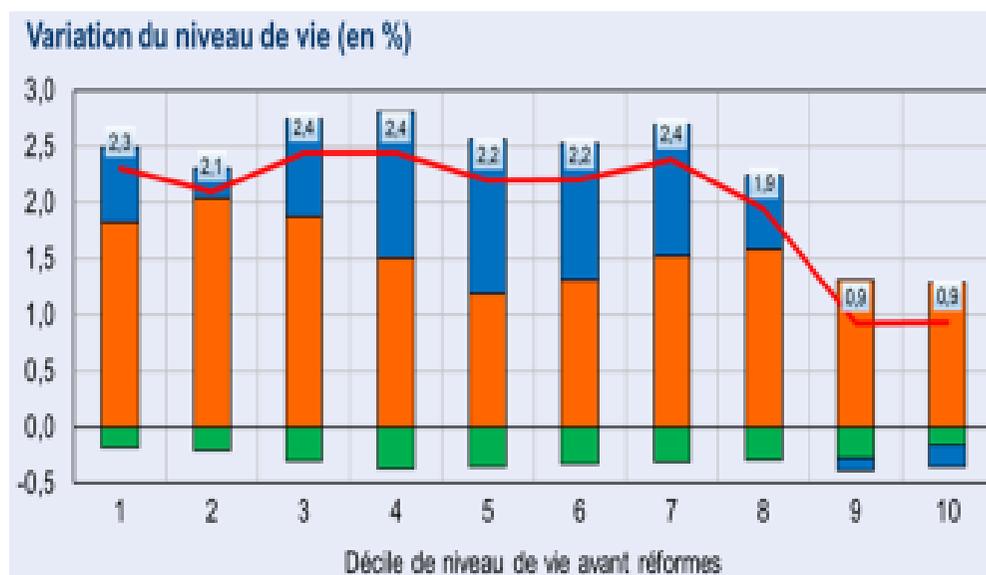
**Les revenus des plus modestes ont été soutenus**

- L'intégration de l'effet des mesures du plan pauvreté met en évidence des gains plus élevés sur les premiers déciles.

**Des mesures spécifiques à destination des personnes éloignées du travail**

- Des revalorisations de certaines prestations : allocation adulte handicapé (AAH) et allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).
- Des effets très ciblés sur certains déciles de revenu.

Evaluation de l'impact des réformes



Source : DGT, rapport économique, social et financier annexé au projet de loi de finances pour 2020.

## A. Depuis 2017, le pouvoir d'achat des français progresse résolument car le travail est mieux rémunéré

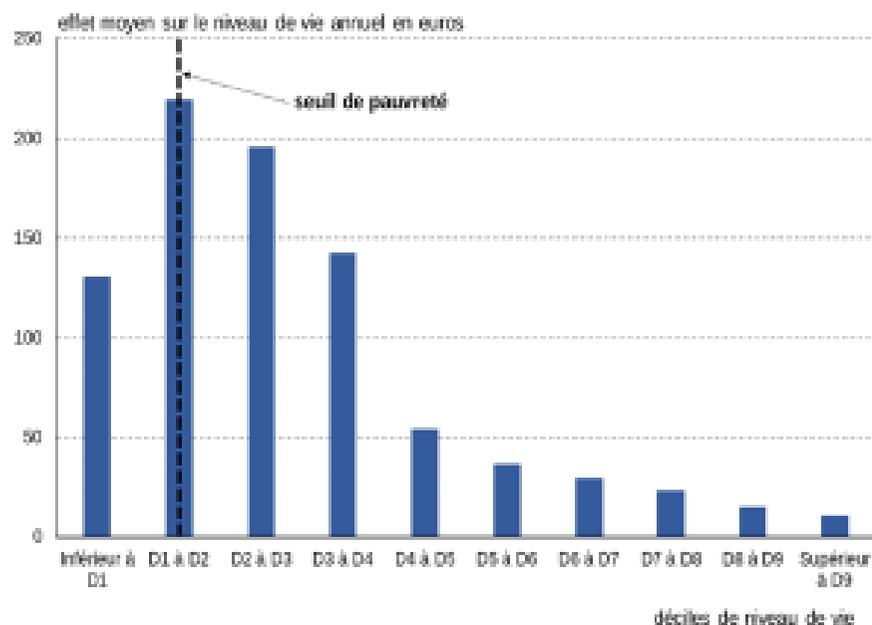
### La revalorisation de la prime d'activité a eu un impact majeur pour les travailleurs au SMIC

- Hausse de la bonification individuelle, qui passe de 70 euros maximum à 160 euros maximum, pour des revenus d'activité supérieurs ou égaux à 1 SMIC net mensuel (contre 0,8 SMIC net mensuel avant réforme)
- Cette réforme entraîne la hausse de 3,7 milliards d'euros du revenu disponible de 4,4 millions de ménages, soit un **gain moyen annuel de 840 euros**.
  - Cette revalorisation s'est accompagnée d'une **hausse du taux de recours à la prime d'activité**.

## A. Depuis 2017, le pouvoir d'achat des français progresse résolument car le travail est mieux rémunéré

Effet de la réforme de la prime d'activité de 2019, selon la position par rapport aux déciles de niveau de vie

- Concentration des effets de la réforme sur les ménages qui se situent entre le 1er et le 2ème décile (+ 220 euros en gains de niveau de vie)
- La réforme a eu un fort impact à la baisse sur le taux de pauvreté (- 0,7 point).



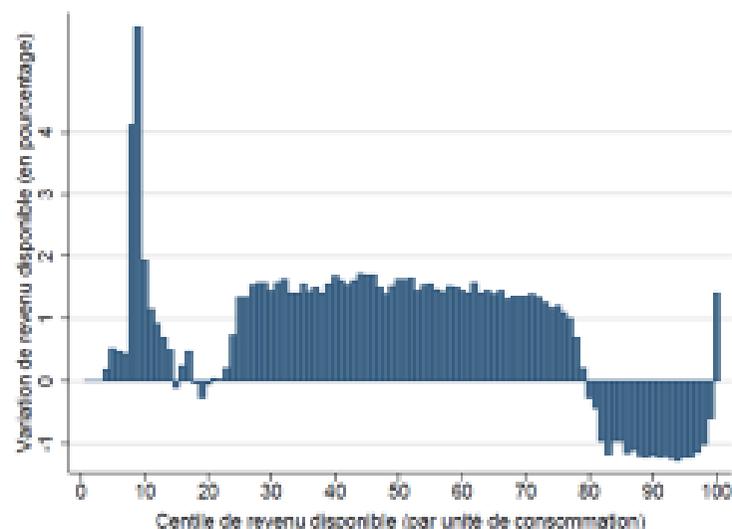
Source : DISEE.

## A. Depuis 2017, le pouvoir d'achat des français progresse résolument car le travail est mieux rémunéré

### Des mesures spécifiques pour les personnes éloignées du travail

- Revalorisations ciblées de certaines prestations sociales comme l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) et l'allocation adulte handicapé (AAH)
  - Effet plus important sur les retraités modestes

Effet redistributif sur le niveau de vie des retraités



Source : IPP.

## B. L'allègement de la fiscalité du patrimoine doit provoquer une nouvelle dynamique de l'investissement dans les entreprises

- La fiscalité du patrimoine mobilier a été ramenée dans la moyenne des pays de l'OCDE afin de favoriser l'investissement dans les entreprises
  - Il en a découlé un **gain en revenu en volume plus important pour les ménages les plus aisés**, qui sont, par définition, les détenteurs d'actifs les plus importants
  - Toutefois, l'essentiel de cette hausse résulte d'un **effet de comportement**, lié à l'augmentation du montant de dividendes versés, en particulier aux dirigeants d'entreprises
  - Cette **hausse des dividendes** s'est accompagnée d'une **réduction des actifs financiers** des entreprises. L'effet exactement inverse avait été constaté après la « barémisation » des revenus mobiliers en 2013

## B. L'allègement de la fiscalité du patrimoine doit provoquer une nouvelle dynamique de l'investissement dans les entreprises

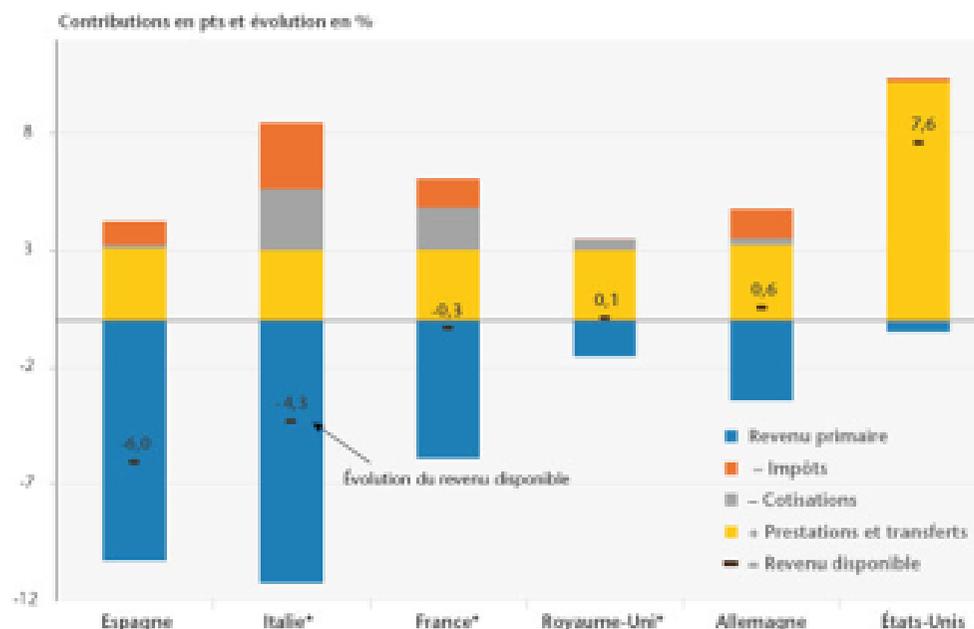
- Un **bilan positif**, même si certaines données manquent encore
  - Le **besoin d'un recul supplémentaire pour mesurer l'effet sur l'investissement** des entreprises
  - Un coup de frein donné aux **expatriations fiscales**
  - Une nette inflexion de la collecte en faveur des **unités de compte** dans l'assurance-vie
  - Un **regain d'intérêt pour la bourse** de la part des investisseurs particuliers
- L'accumulation d'épargne liée à la crise sanitaire rend nécessaire une stabilité fiscale et l'invention de nouveaux supports d'investissement

## **II. Face à la crise, l'Etat doit éviter le décrochage des plus modestes**

## A. Malgré le choc, le revenu des français a été préservé

- Le revenu disponible brut des ménages a augmenté de 1 % en 2020 en France (INSEE)
- L'OFCE montre qu'en France l'impact de la crise sur le revenu disponible des ménages est quasi nul à la fin du troisième trimestre 2020 grâce au soutien public.

Graphique. Contributions au revenu disponible des ménages à l'issue du troisième trimestre en 2020



Source : OFCE « Mesures d'urgence, revenus et épargne : une analyse du choc sur les ménages », Christophe Blot, Magali Davrin et Raul Sampagnaro, 30 janvier 2021

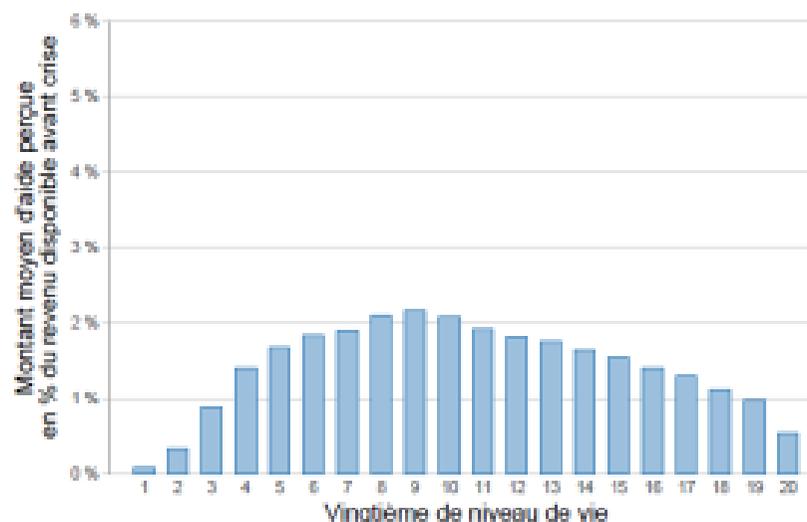
## B. Les ménages les plus modestes ont été très touchés par la crise

- Les **ménages modestes actifs ont été plus exposés** à la baisse de leur revenu pendant la crise
- Le recours aux **minimas sociaux** a augmenté
- Parmi les 10 % de ménages les plus pauvres, 35 % déclarent avoir vu leur situation financière se dégrader pendant le premier confinement (enquête Epicov, 1<sup>ère</sup> vague)

## B. Les ménages les plus modestes ont été très touchés par la crise

- Le dispositif exceptionnel de **chômage partiel** a permis de contenir le recul de l'emploi (-0,3 point en moyenne sur l'année) et à stabiliser le taux de chômage (8 % en moyenne sur l'année).
- L'activité partielle s'est adressée principalement aux classes modestes et moyennes qui travaillent

Montant associé au dispositif minimum légal d'activité partielle



Source : IPP, Les impacts du budget rectificatif 2020 et du budget 2021 sur les ménages, 16 novembre 2020.

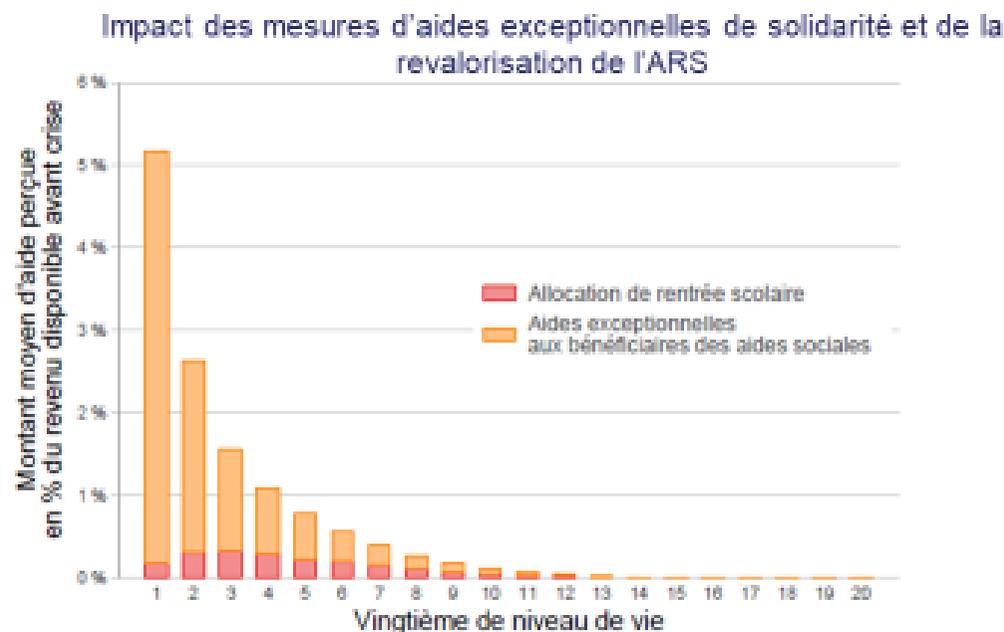
## B. Les ménages les plus modestes ont été très touchés par la crise

Aides exceptionnelles versées aux ménages modestes en 2020

Nature de l'aide	Ciblage	Date de versement	Montant
Aides exceptionnelles de solidarité	Bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) ou de l'allocation de solidarité spécifique (ASS), bénéficiaires de l'allocation logement (pour l'aide par enfant)	mai	150 € + 100 €/enfant
		novembre	150 € + 100 €/enfant
Majoration prime de rentrée scolaire	Bénéficiaires de la prime de rentrée scolaire (PRS)	août	100 €/enfant
Total pour un couple avec 2 enfants percevant RSA et PRS		mai-août	900 €
Étudiants	Étudiants ayant perdu leur emploi ou n'ayant pu réaliser tout ou partie d'un stage gratifié, étudiants ultramarins en mobilité en métropole au moment de la mise en œuvre de mesures d'interdiction de certains déplacements	juin	200 €
Étudiants	Les mêmes qu'en juin + titulaires d'une bourse sur critères sociaux	novembre	150 €
Jeunes non étudiants	Jeunes de moins de 23 ans non étudiants et bénéficiaires de l'allocation logement	juin	200 €
		novembre	150 €

## B. Les ménages les plus modestes ont été très touchés par la crise

Le montant moyen de l'aide exceptionnelle est de **173 euros** dans le premier vingtième de niveau de vie pour un **revenu disponible annuel moyen de 3 500 euros** dans ce vingtième.

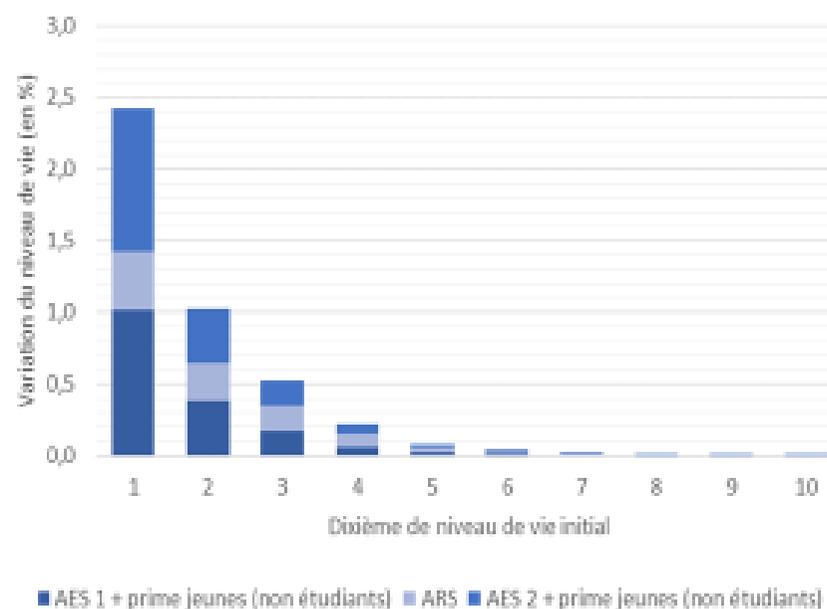


Source : IPP, Les impacts du budget rectificatif 2020 et du budget 2021 sur les ménages, 16 novembre 2020.

## B. Les ménages les plus modestes ont été très touchés par la crise

Impact des mesures exceptionnelles sur le niveau de vie des ménages selon les déciles de niveau de vie avant crise

(en % du niveau de vie de 2019)

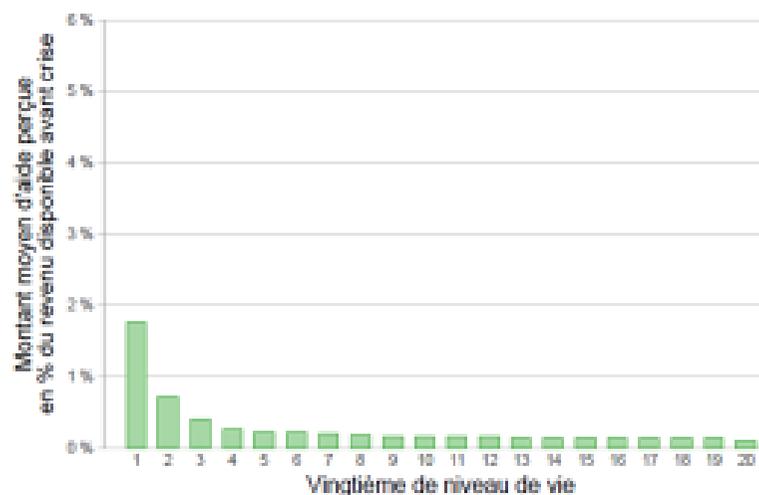


Source : DGT.

## B. Les ménages les plus modestes ont été très touchés par la crise

L'effet redistributif **du fonds de solidarité** est important en raison de la surreprésentation des indépendants en bas de l'échelle des revenus

**FIGURE 7:** Fonds de solidarité aux entreprises  
*Champ : mars-avril*



*Source : IPP, Les impacts du budget rectificatif 2020 et du budget 2021 sur les ménages, 16 novembre 2020.*

## **B. Les ménages les plus modestes ont été très touchés par la crise**

Plus de **275 000 demandes d'aides à l'embauche ont été validées** et près de 400 000 contrats d'apprentissage ont bénéficié de l'aide exceptionnelle.

Ces mesures auraient contribué à la **sauvegarde ou à la création de 75 000 emplois en 2020 et près de 70 000 emplois en 2021** pour un coût de 6,7 milliards d'euros .